

COLLOQUE

Un dialogue régional sur les transformations mondiales et les droits des femmes à l'OFP

L'Observatoire de la fonction publique et de la bonne gouvernance (OFP) de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth (USJ) a accueilli au campus François Debbané des sciences sociales à Achrafieh un colloque régional intitulé : « Les grandes transformations mondiales et leurs répercussions sur les questions relatives aux femmes dans le monde arabe : vers l'élaboration d'une vision stratégique renouvelée permettant une bonne gouvernance. »

Organisée en coopération avec l'Organisation de la femme arabe, la Commission nationale de la femme libanaise et ONU Femmes, cette rencontre a réuni des représentants d'institutions nationales, régionales et internationales, des diplomates, des universitaires et des journalistes, afin d'élaborer une vision stratégique renouvelée en matière de droits des femmes et de bonne gouvernance.

À l'ouverture des travaux, le Pr Pascal Monin, directeur de l'OFP, a souligné l'importance du partenariat entre les institutions organisatrices et le rôle de l'USJ dans le rapprochement entre recherche académique et décision publique. Il a rappelé que « la bonne gouvernance doit passer du statut de simple concept ou d'objectif institutionnel à celui de condition essentielle de la capacité des États et des sociétés à faire face aux nouvelles transformations ».

La Pr Fadia Kiwan, directrice générale de l'Organisation de la femme arabe, a insisté sur les conséquences des conflits et des mutations régionales sur les droits des femmes, appelant à renforcer l'engagement des gouvernements, la coordination institutionnelle



Pascal Monin, directeur de l'OFP, prononçant son allocution à l'inauguration du colloque. Photo fournie par l'OFP

politiques publiques. De son côté, Rodrigo Montero, directeur du programme régional Dare to Care d'ONU Femmes, a plaidé pour des réformes adaptées aux réalités des pays arabes et une participation accrue des femmes aux postes de décision. Amal Ammar, présidente du Conseil national de la femme d'Égypte, a mis en avant l'importance de la coopération arabe, tandis que Nathalie Zaarour, secrétaire de la Commission nationale de la femme libanaise, a rappelé la nécessité de préserver la justice et la dignité des femmes dans l'élaboration des politiques publiques.

Sept séances thématiques ont permis d'examiner les transformations géopolitiques, les défis du système des Nations unies, l'économie des soins, le recul de la mondialisation économique, les conséquences du changement climatique et les enjeux liés aux droits humains et

se sont achevées par une table ronde consacrée aux principes fondamentaux qui doivent demeurer intangibles face aux mutations mondiales.

Le colloque visait notamment à favoriser l'échange d'expériences et de bonnes pratiques dans les domaines de la protection sociale, de l'économie des soins et de l'autonomisation des femmes. Ses travaux doivent contribuer à l'élaboration d'un document de politique publique assorti de recommandations concrètes, ainsi qu'au développement d'outils de référence concernant les droits des femmes et l'économie des soins dans le monde arabe.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre du partenariat entre l'Organisation de la femme arabe et l'OFP, qui vise à rapprocher les enjeux relatifs aux droits des femmes, du développement des politiques publiques et au renforcement de la transparence, de la responsabilité et